

approximativement les perspectives commerciales qu'offre tout pays étranger.

Je ne veux pas discourir plus longtemps là-dessus. Je me contente donc de faire observer que si nous en venons aux faits et aux éléments qui ajouteront aux balances des changes de ces pays, et développeront ces balances, nous aurons trouvé la réponse la plus rationnelle aux problèmes qui se posent dans la présente situation commerciale du Canada.

M. Crestohl: Monsieur le président, je me suis demandé pourquoi la première partie du présent débat a tellement concentré l'attention sur le poisson ou l'exportation du poisson. Je me suis demandé si ce n'est pas parce que le gouvernement ou le ministre patauge pour trouver un solide programme commercial pour le Canada. Comme tous les autres députés, j'ai écouté avec beaucoup d'attention le bel exposé ou la belle thèse présentée par le ministre et qui a consisté à prendre des rêves pour des réalités relativement à ce qui pourrait être un programme commercial pour le Canada. Mais, parmi tous les rêves de cette splendide thèse du ministre, nous n'avons rien appris sur le programme commercial du Canada.

Nous l'avons écouté pendant 30 minutes et nous attendions certainement une déclaration précise. Le ministre ne nous a rien dit et nous lui avons accordé près de 30 minutes en sus de son temps de parole régulier dans l'espoir qu'il nous annonce ce programme commercial. Pour ma part, je n'ai rien entendu qui puisse m'indiquer avec quelque précision notre politique commerciale sur tel ou tel sujet. Le ministre nous a beaucoup parlé de ce que nous aimerions ou de ce que nous souhaitons mais il ne nous a pas soufflé un mot de ce qu'est vraiment le programme commercial. J'interprète son discours comme celui d'une personne qui, sincèrement et honnêtement, cherche à tâtonner et en trébuchant d'une contradiction à l'autre en matière de programme commercial.

Prenons, par exemple, la mission commerciale au Royaume-Uni dont on a parlé si souvent. Le ministre parle avec tant d'ardeur, tant de sérieux et tant d'espoir de notre commerce d'exportation et de l'importance de l'accroître. Et pourtant, tout fier, il nous a raconté l'histoire de cette mission commerciale au Royaume-Uni dont le but était, non pas d'accroître nos exportations, mais, chose assez curieuse, d'accroître nos importations de Grande-Bretagne. Nous approuvons l'idée mais j'aurais aimé aussi que le contraire se produise, c'est-à-dire un accord réciproque avec le Royaume-Uni aux termes duquel ce pays s'engagerait à acheter 15 p. 100 de plus ou, du moins, à accroître de 15 p. 100 ses importations du Canada.

[M. Kindt.]

Et puis il y a les grandes espérances du ministre et son rêve au sujet de nos exportations vers l'Europe. L'honorable député de Richelieu-Verchères a déjà cité le ministre des Finances. La Chambre sait qu'il est de plus en plus difficile d'exporter vers l'Europe. Nous ne pouvons certainement pas brûler la chandelle par les deux bouts.

Le ministre des Finances nous a dit que nos prix nous ferment pour ainsi dire les portes du marché européen. Nos frais de production sont élevés, et nous savons que ceux de l'Europe sont faibles. Les produits de la main-d'œuvre esclave de la Russie, de la main-d'œuvre bon marché du Japon et d'autres produits inondent maintenant tous les marchés où nous tâchons de vendre depuis quelques années. Comment pouvons-nous maintenir au Canada une politique de hauts prix et nous attendre quand même d'écouler nos produits sur les marchés d'Europe où le coût de production est si bas? C'est là une absurdité.

Le ministre a fait une déclaration extrêmement importante que je veux relever. Elle se trouve à la page 1291 du hansard du 17 juin:

L'accroissement démographique n'assure pas en soi le progrès, mais, dans un pays comme le nôtre, il revêt une signification spéciale. Il assure un marché plus étendu à nos produits agricoles et industriels.

Voici que le gouvernement accepte l'idée voulant que, si nos marchés d'exportation flétrissent et peut-être disparaissent en grande partie, le seul moyen de sauver notre production soit d'accroître au moins notre marché national des consommateurs. L'accroissement du marché national de consommation pourrait certainement aider à assurer plus de travail à nos gens. Au lieu de cela, que voyons-nous? Les fabriques ferment leurs portes et les employés sont mis à pied uniquement parce que nous n'avons aucun marché pour les produits fabriqués au Canada. Nous ne les vendons pas à l'étranger et voici que le gouvernement adopte une politique d'immigration qui n'encourage pas les immigrants à entrer au pays afin d'accroître notre population et le marché national de la consommation.

Il me semble, monsieur le président, qu'on devait s'attendre à tous ces tâtonnements et à toute cette incertitude au sujet d'une politique commerciale pour le Canada. Le gouvernement, nouveau peut-être à ce jeu, porte ses recherches aussi loin qu'il peut, mais il concentre surtout son attention sur son désir d'accomplir ce qui lui permettrait de remplir ses promesses électorales. Je préférerais voir le gouvernement décider plus courageusement de sa politique commerciale sans se soucier de savoir si elle répond ou non à des promesses électorales. Le gouvernement